VD.

CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
25-06-1991
Vandenneucbroeke
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

L. 20.662/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 14 mars 1991, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à la prévention de la pollution de la mer par les navires", a donné le 27 mai 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 14 maart 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de voorkoming van de verontreiniging van de zee door schepen", heeft op 27 mei 1991 het volgend advies gegeven :

Dispositif.

Chapitre Ier.

L'intitulé du chapitre Ier serait mieux rédigé comme suit :

"Chapitre Ier. - Définitions et champ d'application".

Article 1er.

1. "Article premier" doit s'écrire "article 1er".

2. La subdivision de l'article devrait s'effectuer en 1°, 2°, 3° ... puis en A, B, C, et ensuite en a, b, c.

L'observation vaut pour la suite du projet.

3. Aux points 1, 2, 4, 5 : les définitions ne reprennent pas littéralement les définitions de la convention.

Certaines modifications sont de pure forme, mais on voit mal ce qui les justifie.

D'autres touchent au fond. Ainsi, les termes "aux ressources biologiques" sont omis dans la définition des substances nuisibles (article 1.1). De même, les mots "au large des côtes" sont omis dans la définition de la notion de rejet (article 1.2. b (ii)).

De même encore, en ce qui concerne plus particulièrement le mot "navire", figurant au point 4, la définition s'écarte de celle donnée par la convention.

Il convient d'adopter les définitions de la convention.

4. Au point 2, b, (i), devenant 2, B, a), est visée la "Convention sur la prévention de la pollution marine causée par l'immersion de déchets et autres matières, faite à Londres le 13 novembre 1972".

Le Conseil d'Etat se pose la question de savoir si, en réalité, l'auteur du projet ne doit pas viser la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets conclue à Londres, Mexico, Moscou et Washington, le 29 décembre 1972, modifiée à Londres les 12 octobre et 1er décembre 1978, et le 1er décembre 1980, approuvée par la loi du 20 décembre 1984.

5. Au point 2, b, (i) et (ii) devenant 2, B, a et b, les "ni" sont inutiles et doivent être omis.

6. Au point 6, devenant 6°, la définition du terme "convention" contient plusieurs erreurs :

- il n'y a pas lieu de faire référence aux "Appendices" puisque ceux-ci font partie intégrante de la convention;

- en droit des traités, le terme "Protocole" implique un amendement à la convention originaire. Les mots "modifiée et complétée par ..." sont donc superflus;

- la convention prévoit un système d'amendement. On préférera donc le terme "amendement" au terme "modification".

7. Au point 7, la définition que le projet donne du mot "port" correspond à la définition usuelle et est, par conséquent, superflue.

Les explications fournies par l'exposé des motifs au sujet du point 7 trouveraient, dès lors, mieux leur place sous le commentaire de l'article 12.

8. Au point 8 : la "mer territoriale" étant une notion juridique définie par la loi du 6 octobre 1987 fixant la largeur de la mer territoriale de la Belgique (1) et le texte en projet se bornant à s'y référer, il ne s'indique pas d'en donner une définition.

---

(1) Voyez l'article 2 de la loi du 6 octobre 1987 précitée.

Le point 8 doit être omis.

Article 2.

Les dispositions de la loi en projet doivent préser elles-mêmes si elles s'appliquent à tout navire ou uniquement aux navires battant pavillon belge.

L'article 2.1 doit, par conséquent, être omis et les autres dispositions du projet doivent être vérifiées en fonction de l'observation et adaptées le cas échéant.

L'article 2.2 ne semble pas avoir beaucoup de raison d'être. En effet, il a été donné du terme "navire" une définition tellement large qu'elle permet d'inclure dans le champ d'application de la loi tous les nouveaux engins nés des progrès techniques (article 1.4 : "tout bâtiment exploi-té en milieu marin, de quelque type que ce soit, ...").

De plus, l'article 4 est contraire aux règles de droit international et à la convention elle-même. En effet, il permet au Roi de limiter le champ d'application de la convention en dispensant totalement ou partiellement certaines catégories de navires du respect d'une ou de plusieurs règles édictées par la loi.

Il y a lieu d'omettre l'article 2.2 et l'article 4.

La numérotation des articles doit être adaptée en conséquence.

Article 5 (devenant l'article 3).

1. Il n'est pas d'usage de numéroter des alinéas. Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. Il serait préférable de fusionner les alinéas 1er et 2 et d'écrire :

"Art. 3. Il est interdit à tout navire de rejeter ... de la présente loi. Les règles à prescrire par ou en vertu de la présente loi peuvent notamment varier selon ... transporter".

3. L'alinéa 3 doit être omis, compte tenu du texte proposé pour l'alinéa unique ("tout navire").

Article 6 (devenant l'article 4).

Il s'impose de circonscrire les pouvoirs du Roi en la matière par une référence aux dispositions de la convention qui précisent les conditions minimales auxquelles doivent répondre la construction, l'aménagement et l'équipement des navires. Le Roi ne pourrait, en effet, imposer des conditions moins sévères que la convention.

La même observation vaut pour l'article 24.

Article 7 (devenant l'article 5).

1. Ici encore, il y a lieu d'imposer au Roi l'obligation de respecter les conditions minimales établies par la convention, notamment en ce qui concerne la durée de validité des certificats et les conditions de leur prorogation.

2. Aux points 1 et 3, devenant les alinéas 1er et 3, le terme "rétribution" est impropre. Il s'agit, en réalité, d'une taxe puisqu'en effet sa débition est obligatoire et qu'en outre elle n'est pas la rémunération d'un service spécialement rendu à l'intéressé. En conséquence, il convient de remplacer le mot "rétribution" par le mot "taxe".

3. Au point 3, les a) et b) doivent être remplacés par 1° et 2°. Le point c) doit être omis. En effet, conformément à la Constitution, c'est à la loi elle-même qu'il appartient de fixer le montant de l'impôt.

En outre, l'accord du ministre du Budget est requis pour l'adoption d'une telle disposition.

L'observation vaut également pour l'article 11, alinéa 3, et pour l'article 23.

Article 8 (devenant l'article 6).

Au c), devenant 3°, il y a lieu d'écrire :

"3° le navire passe sous un autre pavillon".

En effet, il est possible que le certificat de validité ait été délivré, en vertu de l'article 7, alinéa 2, à un navire battant pavillon étranger.

Article 9 (devenant l'article 7).

Au point 2, devenant l'alinéa 2, le mot "diverger" doit être remplacé par le mot "varier".

Article 10 (devenant l'article 8).

Au point 1, devenant l'alinéa 1er, à la fin, il convient d'écrire : "... en vertu de l'alinéa 2".

Le texte néerlandais du point 2, c), devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Au point 3, devenant l'alinéa 3, le début de l'alinéa doit s'écrire : "Le capitaine de tout navire, à bord duquel ...".

.../...

Article 11 (devenant l'article 9).

1. L'article 11 n'est pas conforme aux intentions exprimées dans l'exposé des motifs. En outre, tel qu'il est rédigé, il viole la convention en permettant au Roi de déterminer les cas dans lesquels un rapport doit être établi. En effet, l'alinéa 1er permettrait au Roi de limiter les cas dans lesquels un rapport doit être établi conformément à la convention.

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Art. 9. Le Roi désigne les services publics auxquels le capitaine d'un navire battant pavillon belge est obligé de communiquer immédiatement tout événement dans lequel est impliqué le navire".

2. Par ailleurs, il y aurait lieu de remplacer l'alinéa 2 par le texte exact de la convention, libellé, lui, de manière beaucoup plus large et précise en ce qui concerne les personnes susceptibles de devoir assumer les obligations du capitaine.

3. Au point 4, devenant l'alinéa 4, du texte français, il faut écrire : "L'obligation visée aux alinéas 1er et 2 vaut ...".

.../...

Article 12 (devenant l'article 10).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, du texte français, les mots "tel que" doivent être supprimés.

2. Au point 2, devenant l'alinéa 2, à la deuxième ligne, du texte français, l'article "le" doit être supprimé.

Le texte néerlandais du point 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise.

Article 13 (devenant l'article 11).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "... pour s'assurer de l'application de celle-ci ...".

2. Le début du point 3, devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigé comme suit :

"Les fonctionnaires de l'inspection maritime peuvent à tout moment ...".

3. Au point 4, devenant l'alinéa 4, il s'indiquerait d'écrire, conformément à l'usage, "Sous réserve des compétences accordées par ou en vertu de la ...".

.../...

4. Enfin, le Conseil d'Etat fait observer qu'aucune sanction pénale - alors que les articles 5, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 sont sanctionnés pénalement - n'est prévue dans le projet à l'encontre de celui qui ne se conforme pas aux directives qui lui sont données par les fonctionnaires ou qui ne fournissent pas certains travaux à exécuter.

Article 14 (devenant l'article 12).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, les deuxième et troisième phrases seraient mieux rédigées comme suit :

"Art. 12. Ils peuvent se faire assister par des experts. Au besoin, ils peuvent recourir à la force publique pour s'introduire dans ces lieux".

2. Le point 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Les fonctionnaires visés par le présent article peuvent exiger de ...".

Article 15 (devenant l'article 13).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, seconde phrase, on écrira :

.../...

"Art. 13. Par ailleurs, le capitaine, à la demande de ces fonctionnaires, procure les renseignements, moyens et ...".

2. Au point 2, devenant l'alinéa 2, septième ligne, du texte français, le mot "obligée" doit être remplacé par le mot "tenue".

Article 16.

Les articles 14 et 15 s'appliquant à tout navire, il ne paraît pas utile de les déclarer applicables aux navires battant pavillon étranger et se trouvant sur le territoire belge.

La disposition doit être omise et la numérotation des articles adaptée en conséquence.

Articles 17 et 18
(devenant les articles 14 et 15).

Les articles 17 et 18 reproduisent partiellement les règles des articles 5 et 6 de la convention. A l'article 18, le projet ne mentionne cependant pas l'obligation des autorités compétentes de donner suite aux demandes d'enquête d'autres Etats à propos de navires soupçonnés d'avoir rejeté des substances nuisibles dans un lieu quelconque.

.../...

Article 17 (devenant l'article 14).

Au point 4, devenant l'alinéa 4, du texte français, il y a lieu d'écrire : "L'alinéa 3 est ...".

Article 18 (devenant l'article 15).

Une virgule devrait être insérée entre les mots "d'exécution" et "des substances".

Article 19 (devenant l'article 16).

Conformément à l'article 19, a), les autorités compétentes peuvent retenir un navire battant pavillon belge qui ne possède pas à son bord de certificat en cours de validité. Référence est faite, en ce qui concerne un tel certificat, à l'article 12.1 du projet de loi. Or, cet article ne concerne pas les conditions de validité d'un tel certificat, mais l'interdiction pour un navire de quitter un port s'il n'a pas à son bord de certificat valable. Il y aurait donc lieu de faire référence aux articles 7 et 8 qui concernent les conditions de validité des certificats et non à l'article 12.

Article 20 (devenant l'article 17).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, on écrira : "... ou son délégué peut retenir un navire ...".

.../...

2. Au c), devenant 3°, il convient d'écrire :

"3° si, en vertu de la convention, aucun certificat n'est requis, le navire est ...".

3. Afin de respecter davantage le texte de l'article 5.3 de la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, il est proposé de rédiger le point 3, devenant l'alinéa 3, comme suit :

"... ou son délégué n'exerce les pouvoirs visés par le présent article qu'après avoir informé des mesures envisagées et des raisons qui les motivent le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon ou, en cas d'impossibilité, le consul ou le représentant diplomatique ou le Gouvernement de l'Etat dont le navire bat pavillon".

Article 23 (devenant l'article 20).

1. Il y a lieu de remplacer la référence faite à l'article 12 par une référence aux articles 7 et 8. Par contre, il faut faire référence à l'article 12 à la fin du 1er alinéa de cet article.

Il faut, dès lors, écrire : "... comme il est prévu aux articles 7 et 8, une dispense de l'interdiction visée à l'article 12 : ...".

.../...

2. Au b), devenant 2°, du texte français, il faut écrire : "..., pour lui permettre de ...".

Article 24 (devenant l'article 21).

1. En ce qui concerne le point 1, devenant l'alinéa 1er, les pouvoirs des autorités compétentes ne peuvent excéder les limites fixées par la convention en ce qui concerne les conditions minimales qu'elle impose pour la construction et l'équipement des navires. En prévoyant la possibilité d'accorder des dispenses à certains navires, la disposition en projet viole la convention.

2. Sous réserve de l'observation consacrée au point 1, le texte du point 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"La dispense prévue à l'alinéa 1er peut être ...".

Article 25 (devenant l'article 22).

La sécurité juridique exige que la personne à laquelle une copie du procès-verbal doit être communiquée soit identifiée. Les mots "la personne qu'elle peut intéresser" doivent être précisés.

La même observation vaut pour l'article 26.

.../...

Par ailleurs, le texte suivant est proposé pour l'article 25 :

"Art. 22. Si le certificat visé à l'article 5 est refusé ou si un navire est retenu en application de l'article 15 ou 16, il ...".

Article 26 (devenant l'article 23).

L'article 26 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 23. Dans les quinze jours de la date d'envoi de la copie visée à l'article 21, un recours peut être intenté contre la décision du service de l'inspection maritime.

Ce recours peut être ...

Le recours n'est pas suspensif".

Article 27 (devenant l'article 24).

L'article 27 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 24. Avant de statuer, le ministre peut ... la loi du 30 juillet 1926 instituant un conseil d'enquête maritime, lequel doit émettre son avis dans les trente jours. En tout cas, le ministre statue dans les soixante jours de la réception du recours".

.../...

L'intéressé peut demander au conseil d'enquête maritime d'être entendu.

La décision motivée ...".

Toutefois, le délai de soixante jours prévu par la disposition en projet peut paraître excessif.

Article 28 (devenant l'article 25).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, à l'avant-dernière ligne, du texte français, il faut écrire : "... maritime, quel que soit le pavillon de ces navires".

2. Au point 2, devenant l'alinéa 2, il est indiqué que "L'enquête tend à rechercher les causes de la pollution ...". Ce libellé ne correspond pas entièrement à ce que prévoit l'alinéa 1er qui vise : "Les événements survenus à des navires et qui ont entraîné ... une pollution ...". Le texte devrait, dès lors, être revu.

Article 29 (devenant l'article 26).

1. a) Au point 1, devenant l'alinéa 1er, les mots "Sans préjudice des dispositions du deuxième alinéa" sont inutiles et doivent, par conséquent, être omis.

b) Il est inhabituel de faire de l'amende et de l'emprisonnement des peines alternatives et principales. Il est plus fréquent de prévoir l'emprisonnement et l'amende en

précisant qu'au surplus le juge peut ne prononcer que l'une d'elles.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 26. Est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de cinq cent mille francs à un million de francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui enfreint les articles 3 et 8 ou leurs arrêtés d'exécution".

2. Le point 1, alinéa 2, devenant l'alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Si l'infraction est commise entre le coucher et le lever du soleil, l'ammende est doublée".

3. Du point 2, devenant l'alinéa 3, l'exposé des motifs ne donne aucune justification quant au cumul des peines prévues par la disposition en projet. Sous cette réserve, le début du texte en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Est puni d'une amende de dix mille francs à ...".

4. A la fin du point 2, devenant l'alinéa 3, il faut écrire :

"... les articles 10, 12, 14, 15 et 16 ou leurs arrêtés d'exécution".

.../...

Cette observation vaut également pour le point 4, devenant l'alinéa 5.

5. Le point 3 est superflu, en raison du principe de la territorialité du droit pénal. Il doit être omis.

6. Enfin, le Conseil d'Etat relève, à propos de l'article 29, bien qu'il ne soit pas d'usage qu'il critique l'exposé des motifs, que le commentaire qui y est consacré contient une double erreur :

- les décimes additionnels se comptent actuellement en centaines et non en dizaines : il y a manifestement confusion entre le nombre de décimes et le coefficient multiplicateur à appliquer à l'amende;

- les décimes additionnels sont actuellement au nombre de 790 (loi du 22 décembre 1989) et le coefficient multiplicateur est 80. Par conséquent, l'amende minimale est de 40.000.000 F et l'amende maximale de 80.000.000 F.

Article 30 (devenant l'article 27).

L'article 30 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 27. Lorsqu'il existe des présomptions sérieuses d'infractions aux articles ..., le commissaire maritime peut interdire au capitaine de quitter, avec son navire, la mer

.../...

territoriale, à moins ... d'un montant égal au maximum prévu à l'article 25 pour les infractions, augmentée des ... en Belgique.

L'amende prononcée par une décision judiciaire définitive est récupérée sur le cautionnement.

La partie restante est immédiatement restituée.

Les intérêts ...".

Il y a lieu d'inclure les articles 31 à 33 dans le chapitre VI puisqu'ils concernent des dispositions pénales.

Article 31 (devenant l'article 28).

Au point 2, devenant l'alinéa 2, les mots "sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier" sont inutiles et doivent dès lors être omis et le mot "également" doit être remplacé par les mots "en outre".

Le texte néerlandais du point 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 32 (devenant l'article 29).

Contrairement à ce qui est indiqué dans l'exposé des motifs, la formule usuelle est la suivante :

"Art. 29. Toutes les dispositions du Livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont d'application".

Article 33 (devenant l'article 30).

L'article 33 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 30. Quiconque se trouvant à bord d'un navire belge, commet, en dehors du territoire belge, une infraction ... en vertu de celle-ci peut être poursuivi en Belgique".

Article 34 (devenant l'article 31).

1. Au point 1, devenant l'alinéa 1er, les tribunaux n'étant pas rattachés à des régions, les mots "la région" devraient chaque fois être remplacés par les mots "l'arrondissement".

2. Au point 2, devenant l'alinéa 2, il faut écrire : "Pour les navires battant pavillon étranger, le tribunal compétent est celui dans le ressort duquel se situe le port ...".

.../...

3. Au point 3, devenant l'alinéa 3, les mots "les eaux territoriales" doivent être remplacés par les mots "la mer territoriale".

Article 36 (devenant l'article 33).

L'article 36 devrait être rédigé comme suit :

"Art. 33. Le Roi est autorisé à approuver et à faire exécuter les modifications aux annexes à la convention, qui sont entrées en vigueur, pour les Etats parties à celle-ci, selon la procédure prévue à l'article 16 de la convention".

Article 37 (devenant l'article 34).

La formule de promulgation est, à tort, présentée comme l'alinéa 2 de cet article.

Cette formule doit être présentée de manière autonome.

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

Het zou beter zijn het opschrift van hoofdstuk I als volgt te stellen :

"Hoofdstuk I. - Definities en werkingssfeer".

Artikel 1.

1. In de Franse tekst schrijve men "Article 1er" in plaats van "Article premier".

2. De indeling van het artikel dient als volgt te geschieden : eerst 1°, 2°, 3°, ..., vervolgens A, B, C, ..., en daarna a, b, c, ...

Die opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

3. In de punten 1, 2, 4, 5 : de definities nemen niet letterlijk de definities over van het Verdrag.

Sommige wijzigingen zijn van louter vormelijke aard, maar het is niet duidelijk op welke grond zij berusten.

Andere wijzigingen hebben betrekking op de grond van de zaak. Aldus vervallen de woorden "aux ressources biologiques" in de Franse tekst van de definitie van het begrip "substances nuisibles" (artikel 1.1). Zo ook vervallen de woorden "au large des côtes" in de Franse tekst van de definitie van het begrip "rejet" (artikel 1.2.b (ii)).

Bovendien wijkt meer bepaald de begripsomschrijving van het woord "schip" in punt 4 af van die welke in het Verdrag wordt gegeven.

De in het Verdrag aangegeven begripsomschrijvingen dienen te worden overgenomen.

4. In punt 2, b, (i), dat punt 2, B, a), wordt, wordt bedoeld het "Verdrag ter voorkoming van verontreiniging van de zee door het storten van afval en vuil, gedaan te Londen op 13 november 1972".

De Raad van State vraagt zich af of de steller van het ontwerp in werkelijkheid niet behoort te verwijzen naar het Verdrag inzake de voorkoming van de verontreiniging van de zeeën ten gevolge van het storten van afvalstoffen, gesloten te Londen, Mexico, Moskou en Washington op 29 december 1972, gewijzigd te Londen op 12 oktober en 1 december 1978, en op 1 december 1980, goedgekeurd bij de wet van 20 december 1984.

5. In de tekst van punt 2, b, (i) en (ii), dat punt 2, B, a en b wordt, is het woord "of" overbodig en dient het derhalve te vervallen.

6. In punt 6, dat 6° wordt, komen bij de definitie van de term "Verdrag" verscheidene vergissingen voor :

- er is geen reden om te verwijzen naar de "Aanhangsels", vermits deze wezenlijk deel uitmaken van het Verdrag;

- in het verdragsrecht houdt de term "Protocol" een wijziging in van het oorspronkelijk verdrag. De woorden "gewijzigd en aangevuld door ..." zijn derhalve overbodig;

- het verdient aanbeveling in de Franse tekst de term "amendement" te gebruiken, in plaats van "modification".

7. In punt 7 stemt de definitie die in het ontwerp aan het woord "haven" wordt gegeven, overeen met de gebruikelijke definitie en is derhalve overbodig.

De uitleg die in de memorie van toelichting met betrekking tot punt 7 wordt gegeven, zou bijgevolg beter worden ondergebracht bij de commentaar op artikel 12.

8. Punt 8. Aangezien de "territoriale zee" een juridisch begrip is, omschreven in de wet van 6 oktober 1987

tot bepaling van de territoriale zee van België (1) en de ontworpen tekst zich ertoe beperkt ernaar te verwijzen, is het niet aangewezen er een definitie van te geven. Punt 8 dient te vervallen.

Artikel 2.

In de bepalingen zelf van de ontworpen wet moet worden gepreciseerd of deze van toepassing zijn op alle schepen, dan wel uitsluitend op die welke de Belgische vlag voeren.

Artikel 2.1 dient derhalve te vervallen, en de overige bepalingen van het ontwerp moeten in het licht van deze opmerking worden nagekeken en, in voorkomend geval, aangepast.

Het nut van artikel 2.2 is niet geheel duidelijk. Van de term "schip" is immers een dermate ruime begripsomschrijving gegeven dat tot de werkingssfeer van de wet alle nieuwe tuigen kunnen worden gerekend welke de technische vooruitgang heeft voortgebracht (artikel 1.4 : "elk vaartuig, van welk type ook, dat in het mariene milieu opereert ...").

Bovendien is het bepaalde in artikel 4 strijdig met de bepalingen van internationaal recht en van het Verdrag zelf. Volgens artikel 4 kan de Koning immers de wer-

(1) Zie artikel 2 van voornoemde wet van 6 oktober 1987.

kingssfeer van het Verdrag beperken door bepaalde categorieën van schepen geheel of gedeeltelijk te ontslaan van de verplichting tot naleving van één of meer krachtens de wet gegeven regels.

Artikel 2.2 en artikel 4 dienen te vervallen.

De nummering van de artikelen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

1. Het is niet gebruikelijk leden te nummeren. Deze opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

2. Het zou beter zijn de leden 1 en 2 samen te voegen en te schrijven :

"Art. 3. Het is een schip ... verboden ... krachtens deze wet bepaald. De bij of krachtens deze wet te geven regels kunnen inzonderheid verschillen al naargelang ... betreffen".

3. Het derde lid dient te vervallen, gelet op de tekst voorgesteld voor het enig lid ("een schip").

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

De desbetreffende bevoegdheid van de Koning moet nader worden omschreven door middel van een verwijzing naar de bepalingen van het Verdrag die de minimumeisen vastleggen waaraan de bouw, de inrichting en de uitrusting van de schepen dienen te voldoen. De Koning kan immers geen eisen stellen die minder streng zijn dan die welke in het Verdrag zijn vervat.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 24.

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

1. Ook hier dient aan de Koning de verplichting te worden opgelegd om de minimumeisen na te leven die zijn vastgelegd in het Verdrag, inzonderheid met betrekking tot de geldigheidsduur van de certificaten en de voorwaarden tot verlenging ervan.

2. In de punten 1 en 3, die het eerste en het derde lid worden, is de term "retributie" ongeschikt. In werkelijkheid gaat het om een belasting, omdat het betalen ervan een verplichting is, en ook omdat zij niet de vergoeding voorstelt van een speciaal aan de betrokkene geleverde prestatie. Bijgevolg dient het woord "retributie" vervangen te worden door het woord "recht".

3. In punt 3 moeten a) en b) vervangen worden door 1° en 2°. Punt c) dient te vervallen. Overeenkomstig de Grondwet moet immers in de eigenlijke wet het bedrag van de belasting worden vastgelegd.

Overigens is voor de goedkeuring van zodanige bepaling de akkoordbevinding van de minister van Begroting vereist.

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 11, derde lid, alsmede voor artikel 23.

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

In c), dat 3° wordt, schrijve men :

"3° het schip onder een andere vlag wordt gebracht".

Het is immers mogelijk dat het certificaat van geldigheid krachtens artikel 7, tweede lid, afgegeven is voor een schip dat een vreemde vlag voert.

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

In de Franse tekst van punt 2, dat het tweede lid wordt, moet het woord "diverger" worden vervangen door het woord "varier".

Artikel 10 (dat artikel 8 wordt).

Aan het slot van de Franse tekst van punt 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men : "... en vertu de l'alinéa 2".

In punt 2, dat het tweede lid wordt, schrijve men onder c) : "... gedurende welke ...".

Punt 3 wordt het derde lid, waarvan de tekst als volgt moet beginnen : "De kapitein van elk schip, aan boord waarvan ...".

Artikel 11 (dat artikel 9 wordt).

1. Artikel 11 is niet in overeenstemming met de bedoelingen die te kennen gegeven worden in de memorie van toelichting. Zoals het geredigeerd is, schendt het bovendien het verdrag doordat het de Koning de gevallen laat bepalen waarin een verslag moet worden opgesteld. Het eerste lid zou de Koning immers in staat stellen de gevallen te beperken waarin een verslag moet worden opgesteld overeenkomstig het verdrag.

Het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Art. 9. De Koning wijst de openbare diensten aan waaraan de kapitein van een schip dat de Belgische vlag voert, verplicht is elk voorval waarbij het schip betrokken is, onverwijld te melden".

2. Bovendien zou het tweede lid moeten worden vervangen door de juiste tekst van het verdrag, welke tekst ruimer en preciezer gesteld is wat de personen betreft die mogelijkerwijs de verplichtingen van de kapitein op zich moeten nemen.

3. In de Franse tekst van punt 4, dat het vierde lid wordt, schrijve men : "L'obligation visée aux alinéas 1er et 2 vaut ...".

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

1. In de Franse tekst van punt 1, dat het eerste lid wordt, moeten de woorden "tel que" vervallen.

2. In de Franse tekst van punt 2, dat het tweede lid wordt, moet het lidwoord "le", op de tweede regel, vervallen.

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"Het is een schip dat de vlag van een Verdragsluitende Staat voert en dat ingevolge het Verdrag Certificaten aan boord moet hebben ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 13 (dat artikel 11 wordt).

1. In punt 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men : "... teneinde de toepassing van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan ...".

2. Het zou beter zijn het begin van punt 3, dat het derde lid wordt, als volgt te stellen :

"De ambtenaren van de zeevaartinspectie kunnen te allen tijde ...".

3. In punt 4, dat het vierde lid wordt, zou het aangewezen zijn, overeenkomstig het gevestigde gebruik, te schrijven : "Onder voorbehoud van de bevoegdheden die door of krachtens de wet en de uitvoeringsbesluiten ervan ...".

4. Ten slotte merkt de Raad van State op dat terwijl op de overtreding van de artikelen 5, 10, 11, 12, 13, 14 en 15 straffen worden gesteld, er in het ontwerp geen strafmaatregel wordt bepaald ten laste van degene die zich niet gedraagt naar de instructies die hem door de ambtenaren worden gegeven.

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

1. In punt 1, dat het eerste lid wordt, zou het beter zijn de tweede en de derde volzin als volgt te redigeren :

"Art. 12. Zij kunnen zich doen bijstaan door deskundigen. Zo nodig kunnen ze een beroep doen op de openbare macht om zich tot die plaatsen toegang te verschaffen".

2. Het zou beter zijn punt 2, dat het tweede lid wordt, als volgt te redigeren :

"De in dit artikel bedoelde ambtenaren kunnen eisen inzage te krijgen en ...".

Artikel 15 (dat artikel 13 wordt).

1. In de tweede zin van punt 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men :

"Art. 13. Voorts verschaft de kapitein, op verzoek van die ambtenaren, de inlichtingen, middelen en hulp die ...".

2. In de Franse tekst van punt 2, dat het tweede lid wordt, moet op de zevende regel het woord "obligée" worden vervangen door het woord "tenue".

Artikel 16.

Aangezien de artikelen 14 en 15 van toepassing zijn op elk schip, lijkt het niet nuttig ze van toepassing te verklaren op de schepen die een vreemde vlag voeren en zich op Belgisch grondgebied bevinden.

De bepaling moet vervallen en de artikelen moeten dienovereenkomstig vernummerd worden.

De artikelen 17 en 18 (die de artikelen 14 en 15 worden).

De artikelen 17 en 18 zijn de gedeeltelijke weergave van de regels 5 en 6 van het verdrag. In artikel 18 zegt het ontwerp evenwel niets over de verplichting van de bevoegde overheden om gevolg te geven aan enquêteverzoeken van andere Staten in verband met schepen die ervan verdacht worden op een of andere plaats schadelijke stoffen te hebben geloosd.

Artikel 17 (dat artikel 14 wordt).

In de Franse tekst van punt 4, dat het vierde lid wordt, schrijve men : "L'alinéa 3 est ...".

Artikel 18 (dat artikel 15 wordt).

Er zou een komma moeten worden geplaatst tussen de woorden "uitvoeringsbesluiten" en "schadelijke".

Artikel 19 (dat artikel 16 wordt).

Overeenkomstig artikel 19, a), kunnen de bevoegde overheden een schip dat de Belgische vlag voert en dat geen geldig certificaat aan boord heeft, ophouden. Wat zulk een certificaat betreft, wordt verwezen naar artikel 12.1 van het wetsontwerp. Dat artikel heeft echter niet betrekking op de voorwaarden inzake de geldigheid van zulk een certificaat, maar op het verbod voor een schip een haven te verlaten als het geen geldig certificaat aan boord heeft. Er zou dus moeten worden verwezen naar de artikelen 7 en 8, die betrekking hebben op de voorwaarden inzake geldigheid van de certificaten, en niet naar artikel 12.

Artikel 20 (dat artikel 17 wordt).

1. In punt 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men : "... of zijn gemachtigde kan een schip dat ...".

2. In c, dat 3° wordt, schrijve men :

"3° indien krachtens het verdrag geen certificaat vereist is en het schip ...".

.../...

3. Om zich nog meer te houden aan de tekst van artikel 5.3 van het Internationaal Verdrag van 1973 ter voorkoming van de verontreiniging door schepen, wordt voorgesteld punt 3, dat het derde lid wordt, als volgt te redigeren :

"... of zijn gemachtigde de in dit artikel bedoelde bevoegdheden eerst uit nadat hij van de voorgenomen maatregelen en de redenen waarom ze worden genomen kennis heeft gegeven aan de consul of aan de diplomatieke vertegenwoordiger van de Staat waarvan het schip de vlag voert of, zo dit niet mogelijk is, aan de Regering van de Staat waarvan het schip de vlag voert".

Artikel 23 (dat artikel 20 wordt).

1. De verwijzing naar artikel 12 dient te worden vervangen door een verwijzing naar de artikelen 7 en 8. Daarentegen dient aan het slot van het eerste lid van dit artikel te worden verwezen naar artikel 12.

Men schrijve derhalve : "... als bepaald in de artikelen 7 en 8, ontheffing verlenen van het in artikel 12 bedoelde verbod : ...".

2. In de Franse tekst van b), dat 2° wordt, schrijve men : "..., pour lui permettre de ...".

Artikel 24 (dat artikel 21 wordt).

1. Wat punt 1 betreft, dat het eerste lid wordt, mogen de bevoegdheden van de bevoegde overheden de door het verdrag gestelde grenzen niet te buiten gaan, wat de minimumvoorwaarden betreft die het verdrag oplegt voor de bouw en de uitrusting van de schepen. De ontworpen bepaling schendt het verdrag doordat zij voorziet in de mogelijkheid om ontheffing te verlenen aan bepaalde schepen.

2. Onder voorbehoud van de aan punt 1 bestede opmerking zou het beter zijn de tekst van punt 2, dat het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"Aan de in het vorige lid bedoelde ontheffing kunnen ...".

Artikel 25 (dat artikel 22 wordt).

De rechtszekerheid vereist dat de persoon aan wie een afschrift van het proces-verbaal moet worden toegezonden wordt geïdentificeerd. De uitdrukking "de persoon wie de beslissing kan aanbelangen" moet scherper worden geformuleerd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 26.

Voor artikel 25 wordt bovendien de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 22. Indien het in artikel 5 bedoelde certificaat wordt geweigerd of indien een schip met toepassing van artikel 15 of 16 wordt opgehouden, wordt ... . Een afschrift van dit proces-verbaal wordt binnen 24 uur ...".

Artikel 26 (dat artikel 23 wordt).

Het zou beter zijn artikel 26 als volgt te stellen :

"Art. 23. Binnen 14 dagen na de datum van verzending van het artikel 21 bedoelde afschrift, kan ... .

Het beroep kan ... .

Het beroep schorst de tenuitvoerlegging niet.".

Artikel 27 (dat artikel 24 wordt).

Het zou beter zijn artikel 27 als volgt te stellen :

"Art. 24. Alvorens hij een beslissing neemt, kan de Minister het advies inwinnen van de Onderzoeksraad voor de zeevaart, ingesteld bij de wet van 30 juli 1926 tot instelling van de Onderzoeksraad voor de Zeevaart, welke raad

binnen dertig dagen zijn advies moet uitbrengen. De Minister beslist in elk geval binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

De belanghebbende kan de Onderzoeksraad voor de zeevaart verzoeken om te worden gehoord.

De gemotiveerde beslissing van de Minister wordt ter kennis gebracht van de belanghebbende".

De termijn van zestig dagen waarin de ontworpen bepaling voorziet kan evenwel overdreven lijken.

Artikel 28 (dat artikel 25 wordt).

1. In punt 1, dat het eerste lid wordt, schrijve men op de voorlaatste regel van de Franse tekst : "... maritime, quel que soit le pavillon de ces navires".

2. In punt 2, dat het tweede lid wordt, staat te lezen : "Het onderzoek strekt ertoe de oorzaken van de bezoedeling na te gaan ...". Die bewoording strookt niet volledig met het bepaalde in het eerste lid, namelijk : "Voorvallen overkomen aan schepen waarbij een verontreiniging ... is ontstaan". De tekst zou bijgevolg moeten worden herzien.

3. In punt 4 vervange men het woord "overgemaakt" door het woord "toegezonden".

Artikel 29 (dat artikel 26 wordt).

1. a) In punt 1, dat het eerste lid wordt, zijn de woorden "Onverminderd het bepaalde in het tweede lid" overbodig en moeten bijgevolg vervallen.

b) Het is ongewoon dat geldboete en gevangenisstraf als alternatieve en als hoofdstraf worden aangewend. Het is gebruikelijker dat wordt voorzien in gevangenisstraf en in geldboete onder vermelding dat de rechter bovendien slechts één van die straffen kan uitspreken.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 26. Met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van vijfhonderdduizend frank tot één miljoen frank of met één van die straffen, alleen wordt gestraft hij die de artikelen 3 en 8 of de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt".

2. Het zou beter zijn punt 1, tweede lid, dat het tweede lid wordt, als volgt te stellen :

"Indien de overtreding wordt begaan tussen zonsondergang en zonsopgang, wordt de geldboete verdubbeld".

3. Voor punt 2, dat het derde lid wordt, wordt in de memorie van toelichting geen enkele verantwoording verstrekt wat het samen opleggen van de in de ontworpen bepaling voorgeschreven straffen betreft. Onder dit voorbehoud zou het begin van de ontworpen tekst beter als volgt worden gesteld :

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van tienduizend frank tot vijfentwintigduizend frank wordt gestraft ...".

4. Aan het slot van punt 2, dat het derde lid wordt, schrijve men :

"... die de artikelen 10, 12, 14, 15 en 16 of de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt".

Deze opmerking geldt ook voor punt 4, dat het vijfde lid wordt.

5. Punt 3 is overbodig wegens de territorialiteit van het strafrecht. Het moet vervallen.

6. Ofschoon het niet gebruikelijk is dat de Raad van State kritiek levert op de memorie van toelichting, wijst de Raad er in verband met artikel 29 tenslotte op dat de commentaar die eraan is gewijd een dubbele vergissing bevat :

- de opdecimes worden thans in honderdtallen en niet in tientallen berekend : er bestaat duidelijk verwarring tussen het aantal decimes en de vermenigvuldigingscoëfficient die op de geldboete moet worden toegepast;

- er zijn thans 790 opdecimes (wet van 22 december 1989) en de vermenigvuldigingscoëfficient is 80. De minimumgeldboete bedraagt bijgevolg 40.000.000 frank en de maximumgeldboete 80.000.000 frank.

Artikel 30 (dat artikel 27 wordt).

Het zou beter zijn artikel 30 als volgt te stellen :

"Art. 27. Bij zware vermoedens van overtreding van de artikelen ..., kan de waterschout de kapitein verbieden om met zijn schip de territoriale zee te verlaten, tenzij in de Deposito- en Consignatiekas als borgtocht een som wordt gestort ter grootte van het in artikel 25 voorgeschreven maximum voor de overtredingen, vermeerderd met de opdecimes ... in België gevestigde bank.

.../...

De geldboete die is opgelegd door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, wordt op de borgtocht verhaald.

Het overblijvende gedeelte wordt onmiddellijk terugbetaald.

De rente van de in consignatie gegeven som wordt bij de borgtocht gevoegd".

*

De artikelen 31 tot 33 moeten in hoofdstuk VI worden opgenomen aangezien zij strafbepalingen betreffen.

Artikel 31 (dat artikel 28 wordt).

In punt 2, dat het tweede lid wordt, zijn de woorden "onverminderd het bepaalde in het eerste lid" overbodig en moeten bijgevolg vervallen; het woord "eveneens" moet worden vervangen door het woord "bovendien". De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De ambtenaren en agenten van ... Schelde-estuarium zijn bovendien belast met het opsporen en vaststellen van overtredingen van artikel 5".

Artikel 32 (dat artikel 29 wordt).

In tegenstelling tot wat in de memorie van toelichting wordt vermeld, is de gebruikelijke formule de volgende :

"Art. 29. Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing".

Artikel 33 (dat artikel 30 wordt).

Het zou beter zijn artikel 33 als volgt te stellen :

"Art. 30. Hij die zich aan boord van een Belgisch schip bevindt en buiten het Belgisch grondgebied de bepalingen van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan overtreedt, kan in België worden vervolgd".

Artikel 34 (dat artikel 31 wordt).

1. Aangezien de rechtbanken niet verbonden zijn aan gebieden, moet in punt 1, dat het eerste lid wordt, het woord "gebied" telkens worden vervangen door het woord "arrondissement". De tekst zou dan als volgt luiden :

"Art. 31. De bevoegde rechtbank is die van het arrondissement waarin de thuishaven van het schip is gelegen".

2. In punt 2, dat het tweede lid wordt, schrijve men : "Voor schepen die een vreemde vlag voeren is de bevoegde rechtbank die binnen wier rechtsgebied de aanloop- of vertrekhaven in het Rijk is gelegen".

3. De tekst van punt 3, die het derde lid wordt, zou beter als volgt worden gesteld :

"Voor schepen die een vreemde vlag voeren en die in de territoriale zee varen zonder een Belgische haven aan te doen, is de bevoegde rechtbank die van Brugge".

Artikel 36 (dat artikel 33 wordt).

Artikel 36 zou als volgt moeten worden gesteld :

"Art. 33. De Koning is gemachtigd om de wijzigingen van de bijlagen bij het Verdrag, welke voor de verdragsluitende Staten van kracht zijn geworden, goed te keuren en te laten uitvoeren volgens de procedure bepaald in artikel 16 van het Verdrag".

.../...

Artikel 37 (dat artikel 34 wordt);

Het afkondigingsformulier dient zich ten onrechte aan als het tweede lid van dit artikel.

Dat formulier moet als een zelfstandige bepaling worden voorgesteld.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.